

Arrêté n° 226/MESS/R/T/SG/DRS/IT du 10 novembre 2005, portant création du programme international « Analyse multidisciplinaire de la mousson africaine AMMA » et de son centre opérationnel (AMMA opérationnel center : AOC).

Le ministre de l'enseignement secondaire et supérieur de la recherche et de la technologie

Vu la Constitution du 9 août 1999 ;

Vu la loi n° 98-12 du 1^{er} juin 1998, portant orientation du système éducatif nigérien ;

Vu le décret n° 2004-403/PRN du 24 décembre 2004, portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2004-404/PRN du 30 décembre 2004, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2003-147/PRN/MESS/R/T du 18 juin 2003, portant politique nationale de l'enseignement secondaire et supérieur, de la recherche et de la technologie ;

Vu le décret n° 2005-45/PRN/MESS/R/T du 18 février 2005, déterminant les attributions du ministre des enseignements secondaire et supérieur, de la recherche et de la technologie ;

Vu le décret n° 2005-94/PRN/MESS/R/T du 22 avril 2005, portant organisation du ministère des enseignements secondaire et supérieur, de la recherche et de la technologie ;

Vu l'arrêté n° 112/MESS/R/T/SG/DRS/IT du 7 juillet 2004, portant création du Comité national « Analyse multidisciplinaire de la mousson africaine (AMMA-Niger) » ;

Vu l'arrêté n° 225/MESS/R/T/SG/DRS/IT du 10 novembre 2005, portant création du bureau d'appui logistique et administratif aux opérations scientifiques (BALAOS) ;

Vu la lettre n° ADM/FKO46 du représentant de l'IRD au Niger du 14 juin 2004 ;

Vu la lettre n° 1444/MESS/R/T/SG/DRS/IT du 1^{er} août 2005 adressée à son Excellence monsieur le Premier ministre ;

Vu la lettre n° 1487/MESS/R/T/SG/DRS/IT du 9 août 2005 adressée à son Excellence monsieur le Premier ministre ;

Vu l'accord cadre de coopération scientifique et technique fait à Paris le 8 mars 2005 entre le Gouvernement de la République du Niger et l'Institut de recherche pour le développement, ci-après dénommé IRD, établissement public français à caractère scientifique et technologique ;

Arrête :

TITRE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier – L'Institut de recherche pour le développement, par le biais de sa représentation au Niger, est désigné comme opérateur dans ce pays du programme international Analyse multidisciplinaire de la mousson africaine ci-après dénommé AMMA.

Art. 2 – Les activités de recherche du programme international AMMA au Niger sont placées sous la responsabilité scientifique conjointe du comité scientifique international dénommé ISSC (International scientific and steering committee) et du comité AMMA-Niger.

Art. 3 – Les activités d'observations scientifiques spécifiques du programme AMMA au Niger sont placées sous la responsabilité du comité international de coordination et d'implémentation dénommé ICIG (International coordination and implémentation group), qui décide et planifie ses opérations en concertation étroite avec le comité AMMA-Niger, dans le cadre de la législation en vigueur et après autorisation des autorités du Niger en tant que de besoin.

Art. 4 – Un Centre opérationnel, dénommé AOC (AMMA operational center), est créé pour mettre en œuvre le déploiement instrumental d'AMMA au Niger, sous la dépendance directe de l'ICIG.

Art. 5 – Le bureau d'appui logistique et administratif aux opérations scientifiques (BALAOS) est rattaché au secrétariat général du ministère des enseignements secondaire et supérieur, de la recherche et de la technologie dans son volet recherche.

Dans la mise en œuvre du programme international AMMA, le BALAOS a pour mission :

- la gestion administrative et le suivi des dossiers avec les différents ministères impliqués,

- la communication et la valorisation du programme et des résultats auprès du grand public, des écoles primaire, secondaire et supérieure, et auprès des autorités à travers la presse et visites de sites expérimentaux,

- la mobilisation des ressources pour soutenir le plan scientifique du comité AMMA-Niger,

- la gestion scientifique, le suivi et la mise en œuvre du plan scientifique du comité AMMA-Niger,

- l'appui logistique (accueil et déplacement des missionnaires, assistance technique...).

Art. 6 – Le BALAOS dispose en outre d'un secrétariat rattaché à la direction de la recherche chargé du suivi et de la mise à jour des actions et des requêtes de l'AOC, de la gestion et de l'archivage des dossiers et de la délivrance des badges (autorisations de recherche et d'investigation au Niger).

TITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Art. 7 – L'AOC centralise tous les besoins et requêtes liés au programme AMMA et les transmet au BALAOS pour disposition à prendre. De ce fait, pour plus d'efficacité et pour mieux suivre les actions en cours, le BALAOS est le seul interlocuteur autorisé de l'AOC dans le cadre des échanges interministériels.

Art. 8 – En application de l'accord-cadre de coopération scientifique et technique entre le Gouvernement de la République du Niger et l'Institut de recherche pour le développement toutes les sollicitations du programme AMMA aux autorités du Niger doivent être transmises impérativement par l'IRD au BALAOS qui initiera la demande sous l'autorité du ministre des enseignements secondaire et supérieur, de la recherche et de la technologie.

Art. 9 – Les activités de l'AOC et du BALAOS impliqueront l'intervention de plusieurs structures et départements ministériels, notamment :

- le Cabinet de Son Excellence Monsieur le Président de la République ;

- le Cabinet de Son Excellence Monsieur le Premier ministre ;

- le ministère des enseignements secondaire et supérieur, de la recherche et de la technologie ;

- le ministère de l'hydraulique, de l'environnement et de la lutte contre la désertification ;

- le ministère de la défense nationale ;

- le ministère des affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine ;

- le ministère de l'économie et des finances ;

- le ministère de l'intérieur et de la décentralisation ;

- le ministère des transports ;

- le ministère du développement agricole ;

- le ministère de la santé publique et de la lutte contre les endémies ;

- le ministère de la culture, des arts et de la communication.

Art. 10 – Ainsi, le BALAOS sera amené à entrer en contact avec les départements ministériels concernés pour suivre les demandes de l'AOC concernant :

. l'attribution des fréquences et les autorisations d'émission/réception des équipements de télécommunications installés dans les différents sites de l'AOC ;

. les autorisations d'accès, d'hébergement et d'utilisation des facilités dans les zones aéroportuaires civiles et militaires ;

. les autorisations d'atterrissage, de stationnement, de décollage et de survol du territoire nigérien pour les avions et ballons scientifiques instrumentés avec demande d'exonération de tout ou partie des coûts associés ;

. l'implication des moyens aéroportés militaires (ULM, hélicoptère et véhicules) dans la campagne de mesure avec demande d'exonération de tout ou partie des coûts associés,

. la sollicitation du statut de transit temporaire pour le matériel à usage scientifique devant être réexporté ;

. la sollicitation de l'exonération des droits de douane demandée pour le matériel définitivement importé ;

. l'adoption d'une procédure unique et simplifiée pour l'enlèvement aux frontières aériennes et terrestres de tout matériel destiné au Centre opérationnel AMMA à l'adresse suivante : représentation IRD au Niger, BP 11416 Niamey (Niger) ;

. l'obtention de visa et autres pièces administratives de transit ;

. la protection des biens et des personnes sur les sites de mesures et d'accueil.

Art. 11 – Toute personne exerçant au Niger des activités relevant du programme international AMMA doit être munie d'un badge visé par le ministre des enseignements secondaire et supérieur, de la recherche et de la technologie. Ce badge est délivré sur demande de l'IRD adressée au BALAOS. Ce badge tient lieu d'autorisation de recherche et d'investigation au cours du programme AMMA.

Art. 12 – Les conditions d'obtention du badge et leur durée de validité seront définies par BALAOS sous l'autorité du ministre des enseignements secondaire et supérieur, de la recherche et de la technologie.

Art. 13 – L'accès à certaines zones spécifiques exigeant des normes de sécurité fera l'objet d'une demande spéciale de l'IRD au BALAOS qui la soumettra à l'appréciation du ministre des enseignements secondaire et supérieur, de la recherche et de la technologie en vue d'une intercession auprès de ses collègues concernés.

TITRE 3 : DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 14 – Les directeurs et responsables des institutions nationales qui abriteront les activités de l'AOC sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de prendre toutes les mesures nécessaires en vue de faciliter la mise en œuvre des opérations scientifiques.

Art. 15 – Les directeurs et responsables des départements ministériels et institutions nationales qui seront concernés par les activités de l'AOC sont chargés, chacun selon ses compétences, de contribuer activement à la bonne réussite de la mission du BALAOS et du programme international AMMA.

Art. 16 – Il est impératif de faire connaître préalablement au BALAOS, toutes les activités de recherche, d'enseignement, de formation, de promotion, les réunions et les conférences relatives au programme AMMA au Niger, aux fins d'informer les autorités publiques et de mieux coordonner l'implication des Nigériens dans ce programme.

Art. 17 – En application de l'accord-cadre de coopération scientifique et technique entre le Gouvernement de la République du Niger et l'Institut de recherche pour le développement, les responsables du BALAOS et de l'AOC sont tenus de rendre compte régulièrement des différentes activités au secrétaire général du ministère des enseignements secondaire et supérieur, de la recherche et de la technologie à l'attention de son ministre et au représentant de l'Institut de recherche pour le développement à l'attention de son président du conseil d'administration.

Art. 18 – Le secrétaire général et le directeur de la recherche scientifique et de l'innovation technologique du ministère des enseignements secondaire et supérieur, de la recherche et de la technologie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal Officiel* de la République du Niger.

Ousmane Galadima.